

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## La souveraineté alimentaire exige la sortie de l'OMC

thk. Le Rapport sur l'agriculture mondiale publié il y a deux ans, après une étude approfondie menée pendant six ans par 500 scientifiques de 86 pays, offre alors de solides arguments pour la révision des conceptions de l'agriculture attendue depuis longtemps.

«Le Rapport sur l'agriculture mondiale en finit définitivement et sur la base d'arguments honnêtes avec le mythe de la supériorité de l'agriculture industrielle du point de vue économique, social et écologique. Il propose en lieu et place comme modèle pour le XXI<sup>e</sup> siècle des structures paysannes réduites, notamment en Asie, en Afrique et en Amérique latine, qui offrent une sécurité et un espoir pour un approvisionnement alimentaire durable, tant du point de vue social qu'économique et écologique pour 9 milliards d'êtres humains attendus dans le futur. Elles sont en même temps la meilleure des bases solides tant en ce qui concerne la culture que la distribution.» («Wege aus der Hungerkrise», p. 12)

L'agriculture suisse respecte toujours ces critères, alors même qu'elle n'a pu résister qu'avec peine au cours des deux dernières décennies aux assauts du néolibéralisme.

Il est à souligner combien est important le fait que des partis et des organisations aient engagé une réflexion. Le livre de l'économiste *Joseph Stiglitz* «Le triomphe de la cupi-



«Les prestations d'intérêt général fournies par l'agriculture sont de la plus haute importance pour la vie et la cohabitation dans notre pays.» (photo thk)

dité» est un apport précieux pour mieux comprendre les mécanismes des trois dernières décennies ainsi que les origines de la crise financière qui n'en finit pas. Les responsabilités sont à chercher essentiellement dans les marchés mondialisés, échappant à tout con-

trôle. Les dérégulations ont achevé le travail. Ce qui fut mené à fond aux Etats-Unis a eu un écho dans le monde entier du fait de l'enchèvement des marchés. «Les économies ont besoin d'équilibrer le rôle du marché et celui de l'Etat – tout en recevant d'importan-

tes contributions d'institutions qui ne relèvent ni du marché ni de l'Etat. Depuis vingt-cinq ans, l'Amérique a perdu cet équilibre, et elle a imposé sa vision déséquilibrée au monde entier.» (p. 10)

Peter Ulrich, ancien professeur d'éthique en économie à Saint-Gall, définit dans son ouvrage intitulé «Integrative Wirtschafts-ethik» [«Éthique économique intégrative»] (2008, ISBN 978-3-258-058-10-8) comme pensée fondamentale que «l'économie doit être au service de la vie». Ce ne sont pas les humains qui doivent servir la bourse, et lui être sacrifiés, mais toute la vie économique doit être au service de la vie. Une pensée bornée ne permet pas de trouver des solutions. Le fossé creusé entre les populations et les pouvoirs de l'économie et de la politique ne fera que s'agrandir, en l'absence de réflexions sérieuses. Cela est vrai surtout pour l'agriculture destinée à ravitailler les populations.

Ce débat de fond a une dimension supplémentaire en Suisse, car il en va, de plus, de la souveraineté du pays. Une bonne partie des arguments qui interpellent les meilleures forces du pays, en tentant d'y semer le doute, nous viennent d'Allemagne, comme le démontre une étude plus approfondie. A tel point que des collègues allemands en sont abasourdis et nous demandent: «Comment se fait-il que vous Suisses vous vous préoccupiez de problèmes internes aux Allemands?» Par exemple qu'il y a en Europe de l'Est de vastes espaces agraires... Les adeptes de la culture biologique sont toujours plus écœurés de constater l'utilisation éhontée de leurs intérêts pour tenter d'aligner les Suisses sur l'UE... Faut-il à tout prix provoquer un appauvrissement de la population des campagnes pour ensuite, comme il y a un siècle, les envoyer en Prusse orientale ou dans les montagnes roumaines? Est-ce la raison des achats massifs de biens fonciers par des agents immobiliers? Le canton des Grisons a rappelé quelques événements de cette époque dans son livre «Bündner im Russischen Reich» [«Des Grisons dans l'Empire russe»].

Nous en arrivons au point où au début de toute manifestation et de toute discussion il faut exiger de chaque orateur une allégeance civique. La vie est trop courte pour perdre son temps dans des argumentations erronées, voire trompeuses. Notre modèle politique, comprenant la démocratie directe, la subsidiarité et le fédéralisme nous est trop précieux pour qu'on le cède à des impératifs économiques, dont l'échec est patent aux yeux du monde entier. Dès lors qu'on ne peut se ranger à cette conception fondamentale – y compris les spécialistes de droit public – on doit alors se présenter franchement et exprimer son opinion. Ainsi le débat concernant la Révolution française pourra se poursuivre honnêtement.

Ces derniers temps des politiques, issus de différents partis, ont exprimé des inquiétudes concernant la voie suivie en politique agricole et l'ont manifesté par diverses interpellations au Conseil national. On ne peut que s'étonner que le parti socialiste se cramponne à la conception mondialiste, sacrifiant ainsi non seulement notre paysannerie, mais aussi celle du tiers-monde sur l'autel de l'économie agro-industrielle et de la bourse.

La semaine dernière, le *Parti démocrate chrétien* (PDC) a publié un programme en dix points concernant la politique agricole; il y redonne à l'agriculture la position qui est la sienne dans notre pays. Il exige qu'on renonce aux accords de libre-échange avec l'Union européenne dans la mesure où on n'arriverait pas à se mettre d'accord avec l'OMC au sujet de l'agriculture. C'est un signal qu'on ne pourra plus ignorer.

### «Politique agricole 2020» – Programme en 10 points du PDC

Le PDC soutient sur le principe la politique agricole du Conseil fédéral. Il salue notamment

- l'orientation fondamentale de la politique agricole suisse qui répond aux exigences du développement durable conformément à l'art. 104 de la Constitution fédérale;
- l'indemnisation des prestations d'intérêt général fournies par les paysannes et paysans (sécurité de l'approvisionnement, préservation du cadre naturel de vie, entretien du paysage rural, occupation décentralisée du territoire) au moyen de paiements directs;
- l'initiative en faveur d'une stratégie qualité pour l'agriculture suisse sur fond d'ouverture des marchés internationaux (les produits suisses n'auront une chance que si l'on continue de miser sur une qualité de haut niveau);
- la volonté – dans le sens d'un changement structurel durable et socialement acceptable – de constituer une importante réserve au bilan pour financer en cas de besoin des mesures d'accompagnement en faveur de l'agriculture. (09.022 Loi sur l'agriculture. Réserve au bilan destinée au financement de mesures d'accompagnement);
- les mesures de stabilisation et d'allègement du marché du lait (par exemple le régime des quantités préparé par la branche et ayant force contraignante, crédit supplémentaire en 2009).

En revanche, le PDC comprend difficilement que le Conseil fédéral

- ait donné la priorité aux négociations en vue d'un accord de libre-échange avec l'UE indépendamment d'une possible conclusion de l'accord OMC,
- ne se soit pas suffisamment opposé dans le cadre de l'OMC aux propositions dévastatrices dans le domaine de l'agriculture (une réduction massive de la protection douanière a de graves conséquences sur les revenus agricoles).

#### Programme en 10 points

La Suisse doit pouvoir compter, à l'avenir aussi, sur une agriculture productrice et durable. C'est la raison pour laquelle le PDC a

élaboré le programme en 10 points ci-après qui va dans le sens d'une «Politique agricole 2020»:

1. Les prestations d'intérêt général fournies par l'agriculture sont de la plus haute importance pour la vie et la cohabitation dans notre pays. C'est pourquoi l'enveloppe financière de quelque 3,4 milliards de francs par an doit être garantie à long terme. Aussi, le PDC rejette fermement les propositions d'économies dans le domaine agricole qui ont été présentées par le Conseil fédéral.
2. En Suisse, la pérennité de la surface agricole existante doit être garantie en tant que base de production. Le PDC s'oppose à ce que la surface utile soit encore réduite par des constructions, par l'abandon de terrains agricoles à la friche ou par des échanges contre des terres cultivables de moindre qualité. Des dispositions légales en ce sens doivent être ancrées dans le droit de l'aménagement du territoire et dans les planifications de zones cantonales.
3. Le PDC demande une meilleure utilisation, plus diversifiée, des immeubles existants et souvent inutilisés qui sont situés hors des zones à bâtir (par exemple pour un usage d'habitation, du petit élevage privé ou l'agrotourisme).
4. La politique agricole doit se baser sur le taux actuel d'approvisionnement de minimum 60%. C'est pourquoi le PDC soutient l'introduction de subventions spécifiques pour la sécurité de l'approvisionnement dans le cadre du développement du système des paiements directs. De plus, les parts de marché en Suisse comme à l'étranger doivent être augmentées de façon générale et les moyens affectés à la promotion des ventes doivent être investis de manière plus efficace.
5. De l'avis du PDC, il convient de continuer à encourager la compétitivité de la branche notamment en mettant en oeuvre une stratégie qualité et en collaborant plus étroitement avec le tourisme, l'hôtellerie ainsi que les grands distributeurs. Mais, il y a également lieu de renforcer la protection des déclarations de provenance aux niveaux national, européen et international (par exemple «Swissness» efficace, AOC, montagne, alpage, accords sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce).
6. Le PDC demande au Conseil fédéral d'examiner l'efficacité et l'importance des différentes prescriptions générant des coûts pour l'agriculture (par exemple dans le domaine de la protection des animaux et de l'environnement, de la protection de la nature et du patrimoine, de l'aménagement du territoire) tout en veillant de ne pas mettre en péril la stratégie qualité pour les produits agricoles suisses.
7. Le PDC demande que la recherche et le développement mettent à nouveau davantage l'accent sur les produits alimentaires. Cela est notamment valable pour les domaines des aliments sains, de la productivité ainsi que de la biodiversité, c.-à-d. de la diversité biologique dans notre pays.
8. La volatilité des prix des produits agricoles est préoccupante. Le PDC demande par conséquent au Conseil fédéral d'examiner l'opportunité de prendre des contre-mesures appropriées, de faire cesser la spéculation et de s'engager pour des marges et des prix aux producteurs raisonnables.
9. Des produits alimentaires frais et variés constituent la base d'une vie saine de la population dans notre pays. Le PDC demande donc de distribuer du lait et des pommes pendant les récréations au lieu de mener des campagnes de prévention onéreuses et souvent inefficaces.
10. L'aboutissement d'un accord OMC ou d'un accord de libre-échange agricole aurait de graves répercussions sur les revenus des paysannes et paysans de notre pays. Si un accord OMC ne devait pas être en vue au 1er septembre 2010, le PDC demandera alors au Conseil fédéral de suspendre les négociations en cours avec l'UE. Sans un accord OMC, il n'est pas nécessaire de conclure un accord de libre-échange agricole avec l'UE.

Communiqué de presse de l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF-Suisse) du 21 mai 2010

## L'opposition au libre-échange agricole gagne du terrain

L'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF-Suisse) a pour buts de promouvoir une agriculture suisse productive et de développer une industrie agroalimentaire forte. Elle veut notamment empêcher la conclusion d'un accord de libre-échange agricole. Elle considère que les relations commerciales avec l'Union européenne sont à favoriser dans le cadre des accords bilatéraux existants et par la suppression des obstacles non-tarifaires.

Aujourd'hui a eu lieu la première Assemblée générale de l'ASSAF-Suisse. Alors que l'importance du maintien d'une agriculture productive et de proximité en Suisse fait toujours

*thk. Le PDC soutient une politique agricole suisse indépendante. C'est ce qu'on peut reconnaître clairement au programme en 10 points du parti (cf. page 1). Déjà en 2007, l'Association agricole de Thurgovie [Verband Thurgauer Landwirtschaft] a réclamé une politique agricole indépendante comprenant trois points importants définis. Les prises de position des autres associations seront publiées dans un proche avenir:*

«1. La Confédération doit créer des conditions-cadre pour assurer une agriculture précieuse et locale qui soit indépendante et économiquement judicieuse.

2. L'éventuelle mise en route d'un accord de libre-échange illimité des aliments et des produits agricoles de l'UE mettrait en péril l'existence de l'agriculture de la Thurgovie.

3. La Suisse doit être en mesure de poursuivre une politique agricole indépendante.»

Source: [www.vtgl.ch/aktuell/standpunkte/html](http://www.vtgl.ch/aktuell/standpunkte/html)

plus son chemin au sein de la population, l'ASSAF-Suisse tire un bilan positif de ses 7 premiers mois. Ainsi, de nouvelles adhésions continuent à arriver chaque semaine et, partie d'une base très agricole, la palette des membres n'arrête pas de s'élargir. Ceci doit faire réagir nos autorités et les amener à repenser leur vision de la politique agricole.

Réunis à Berne, les membres de l'ASSAF-Suisse ont élu au comité Jakob Lütolf, agriculteur à Wauwil (LU) et membre du comité de l'Union des paysans lucernois. Cet élargissement permet à la Suisse centrale d'être représentée au comité et ainsi à l'ASSAF-Suisse d'être au plus près des attentes des différentes régions du pays. Dans son rapport, le Président Walter Willener a relevé que le temps ainsi que le contexte économique et politique travaillent pour la cause de l'ASSAF-Suisse. Les négociations avec l'Union européenne s'avèrent plus longues et difficiles que prévues ce qui a nécessité un décalage dans le calendrier de l'OFAG. Par ailleurs, l'UE montre peu d'empressement à négocier la suppression des barrières non tarifaires au commerce. Enfin, la conclusion d'un accord OMC en 2010 relève de l'utopie. A la fin de la partie statutaire, le Professeur Ernst Wüthrich, enseignant en économie à la HES du Nord-Ouest de la Suisse, a présenté sa vision pour le secteur agroalimentaire. Il a notamment rappelé certains faits en désaccord avec le discours officiel et a remercié l'ASSAF-Suisse pour son travail en faveur d'un secteur agroalimentaire fort en Suisse.

Ces dernières semaines, plusieurs nouvelles adhésions sont parvenues. Il y a tout d'abord celle du Canton de Vaud par l'intermédiaire de son Département de l'économie. Cette prise de position de la part d'un des grands cantons agricoles montre le souci que fait naître chez certaines personnes le projet d'accord de libre-échange agricole. Il faut rappeler que les productions-phare du Pays

de Vaud, les grandes cultures et les cultures spéciales notamment, seraient particulièrement sensibles à un ALEA. Outre le canton de Vaud, l'entreprise Schenk SA à Rolle, l'Association nationale des coopératives vitiviniçoles suisses, l'Union des paysans argoviens ainsi que deux membres individuels ont officiellement rejoint le front des opposants à l'ALEA. Avec 37 organisations, 4 entreprises, 5 membres individuels et un canton, l'ASSAF-Suisse peut se targuer d'être en terme de membres la plus grande organisation représentant les intérêts de l'entier du secteur agroalimentaire suisse. Les positions qu'elle défend en matière de politique agricole ne peuvent donc pas être ignorées.

### Renseignements:

Walter Willener, Président ASSAF-Suisse, Lausanne, 079 689 31 06

Loïc Bardet, secrétaire général ASSAF-Suisse, Lausanne, 079 718 01 88

### Membres:

#### Organisations membres:

AGORA, Lausanne • AgriGenève, Meyrin (GE) • Association des centres collecteurs de céréales de Suisse, Berne • Association des producteurs d'œufs suisses (GalloSuisse), Zurich • Association Suisse Industrie et Agriculture, Zurich • Association suisse de la machine agricole, Berne • Association suisse des sélectionneurs, Lausanne • Bäuerliches Zentrum Schweiz, Grosswangen (LU) • Bauernverband Aargau, Muri (AG) • Bauernverband Beider Basel, Zwingen (BL) • Bündner Bauernverband, Coire (GR) • Chambre d'agriculture du Jura bernois, Renan (BE) • Chambre jurassienne d'agriculture, Courfaivre (JU) • Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture, Cernier (NE) • Chambre valaisanne d'agriculture, Conthey (VS) • Fédération des caves viticoles vaudoises, Lausanne • Fédération des producteurs suisses de lait, Berne • Fédération suisse des betteraviers, Berne • Fédération suisse des producteurs de céréales, Berne • Fédération suisse des vignerons, Berne • Fruit-Union Suisse, Zoug • Interprofession des fruits et légumes du Valais, Conthey (VS) • Lobag, Ostermundigen (BE) • Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband, Sursee (LU) • Prométre, Lausanne • Schaffhauser Bauernverband, Rüdlingen (SH) • Solothurnischer Bauernverband, Soleure • St.Galler

Bauernverband, Flawil (SG) • Swissem, Delley (FR) • Union des paysans fribourgeois, Granges-Paccot (FR) • Union maraîchère suisse, Berne • Union suisse des paysans, Brougg (AG) • Union suisse des paysannes et des femmes rurales, Brougg (AG) • Union suisse des producteurs de pommes de terre, Berne • Verband Thurgauer Landwirtschaft, Weinfelden (TG) • Zentralschweizer Bauernbund, Rothenturm (SZ) • Zürcher Bauernverband, Zurich

#### Entreprises membres:

Agrona AG, Muri (AG) • Fenaco, Berne • Landwirtschaftlicher Genossenschaftsverband Schaffhausen, Schaffhouse • Schenk SA, Rolle (VD) • Uvavins-Cave de La Côte, Tolochenaz (VD)

#### Institutions membres:

Département de l'économie du Canton de Vaud, Lausanne

#### Membres individuels:

Anderhub Sebi, Eschenbach (LU) • Dahinden Erwin, Schöpfheim (LU) • Gerber Fritz, Wiggen (LU) • Gisler Walter, Lucerne • Hodel Alois, Egolzwil (LU) • Kleeb Livia, Freienstein (ZH)

*thk. Ce qui a été, il y a quelques années, la voix de quelques-uns, s'est développé ces derniers temps en un large consensus: le rejet de la politique agricole de libre-échange de l'OMC et de l'UE. Au lieu de cela, on demande de plus en plus une économie agricole qui soit orientée vers le bien commun et ancrée dans notre propre pays. Diverses organisations agricoles, des associations et même des entreprises individuelles se sont regroupées dans l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF-Suisse). Ils ont publié un communiqué de presse le 21 mai, dans lequel se retrouve précisément cette revendication. Donc, en plus du programme en 10 points du PDC, d'autres organisations se sont faites entendre publiquement. Maintenant, c'est à la politique de mettre en œuvre, en termes concrets, les exigences de larges cercles de la population.*

Résolution adoptée par l'Assemblée générale (A/63/L.75) du 9 juillet 2009, première partie

## Résultat de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement

ef. Dans le dernier numéro d'«Horizons et débats», nous avons attiré l'attention de nos lecteurs sur le nouvel ouvrage de Joseph E. Stiglitz «Le triomphe de la cupidité» en en reproduisant la préface. Stiglitz évoque de l'intérieur l'importance du respect de la souveraineté des Etats nations, les conséquences de la crise économique actuelle et ses causes.

Le livre a été précédé, à l'été 2009, par un Sommet de crise historique de l'ONU qu'avait convoqué l'ex-Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Miguel d'Escoto Brockmann. Non seulement quelques pays – ceux du G20 – mais tous les peuples doivent contribuer à égalité à surmonter cette crise profonde et à développer un nouvel ordre économique qui doit permettre aux peuples de gérer leur économie.

Stiglitz était président de la Commission d'experts qui avait préparé cette conférence dont «Horizons et débats» a parlé en détail (cf. n° 28 du 20 juillet 2009). Lors de cette réunion à laquelle des représentants de l'ensemble de la population mondiale (192 pays) étaient présents, il était clair qu'une remise en question fondamentale mettant à nouveau l'être humain au centre de l'attention était urgente: il faut une économie mondiale obéissant à des principes éthiques: solidarité, coopération, cohérence, justice et transparence. Il est nécessaire de trouver un accord sur des règles qui empêcheront à l'avenir les erreurs des décennies passées.

Lorsque la conférence a eu lieu, les effets désastreux de la crise étaient déjà évidents pour les pays en développement. Miguel d'Escoto Brockmann et d'autres ont toujours attiré avec insistance l'attention sur le fait que tous doivent de valoir s'unir pour affronter la crise et parvenir à un redressement équitable au niveau mondial. Il a également précisé que l'Assemblée générale des Nations

«Le 26 juin 2009 s'est produit un événement extraordinaire: A l'unanimité, les 192 Etats membres des Nations Unies adoptaient une déclaration extrêmement importante sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement. L'analyse et les recommandations vont des atténuations à court terme aux changements structurels profonds, des réponses à la crise à la réforme du système économique et financier mondial. Le Rapport met l'accent sur un programme de questions à traiter. Il contient peu de solutions toutes faites sous forme de décisions juridiques, mais il établit un agenda courageux en vue d'un changement politique et d'un développement des institutions ambitieux. Bien qu'il soit, inévitablement, le résultat d'un compromis et d'une ambiguïté calculée, il n'en reste pas moins le Rapport le plus complet jamais produit à la suite d'un processus intergouvernemental sur les causes de la crise économique mondiale et les remèdes nécessaires à lui apporter.

Unies devait être le forum central à cette fin et que l'ONU devait absolument remplir son importante fonction de protection des pays les plus faibles.

Dans son livre, Stiglitz demande que toutes les forces participent aux réflexions et agissent ensuite.

Le comité d'experts qu'il dirigeait a aussi préparé le document final du Sommet de crise de l'ONU (Résolution de l'Assemblée générale A/RES/63/303). Stiglitz nous demande d'y réfléchir et d'agir. Nous reproduisons le document ci-après. Il n'a rien perdu de son actualité et doit être pris en compte dans le débat. En raison de sa longueur, nous pu-

Il témoigne de façon convaincante du potentiel des Nations Unies en tant que forum non seulement de délibérations mais aussi de prises de décisions de grande importance destinées à influencer le cadre institutionnel de nos vies. Il est le résultat des efforts héroïques d'individus et d'institutions, de diplomates et de fonctionnaires, de militants et d'intellectuels de la société civile, de mouvements sociaux et d'autres experts universitaires indépendants du monde entier. Il repose sur le capital intellectuel accumulé pendant de nombreuses années de crises nationales et régionales qui ont culminé après août 2007 dans la plus grave récession économique mondiale depuis la grande dépression de 1929.»

Extrait de: Miguel d'Escoto Brockmann. Préface au Rapport de la commission d'experts du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les réformes du système monétaire et financier international, p. 7 (Traduction Horizons et débats)

blions cette Résolution en deux fois. La seconde partie paraîtra dans notre prochaine édition.

\*\*\*

L'Assemblée générale,

Notant la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, qui s'est tenue à New York du 24 au 30 juin 2009, et l'adoption, par la Conférence, du document final,

Décide d'entériner le document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le dé-

veloppement, joint en annexe à la présente résolution.

95<sup>e</sup> séance plénière  
9 juillet 2009

### Annexe

Nous, chefs d'Etat et de gouvernement et hauts représentants, nous sommes réunis à New York du 24 au 30 juin 2009 à l'occasion de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement.

1 Le monde traverse la pire crise financière et économique qu'il ait connue depuis la Grande dépression. Cette crise en évolution constante, qui a débuté sur les principales places financières du globe, s'est propagée à toute l'économie mondiale, et elle a de graves incidences dans les sphères sociale, politique et économique. Nous sommes profondément préoccupés par ses effets préjudiciables sur le développement. Cette crise nuit à tous les pays, en particulier aux pays en développement, et compromet les moyens de subsistance, le bien-être et les possibilités de développement de millions d'êtres humains. Outre qu'elle a mis en évidence des fragilités et déséquilibres généralisés persistants, la crise a suscité une intensification des efforts déployés en vue de réformer et de renforcer le système financier international et sa structure. Le défi qu'il nous faut relever est de veiller à ce que les mesures prises et les interventions menées face à la crise soient proportionnelles à son ampleur, à sa gravité et à son acuité, bénéficient d'un financement adéquat et soient exécutées sans délai et coordonnées comme il se doit à l'échelle internationale.

Suite page 3



## «Résultat de la Conférence ...»

suite de la page 2

**2** Nous réaffirmons les buts des Nations Unies tels qu'ils sont énoncés dans la Charte, notamment ceux qui consistent à «réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire» et à «être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes». Les principes de la Charte ont une résonance toute particulière au regard du règlement des problèmes actuels. Du fait de sa participation et de sa légitimité universelles, l'Organisation des Nations Unies est bien placée pour prendre part à différentes réformes qui visent à améliorer le fonctionnement du système financier international et à le rendre plus efficace. La présente Conférence des Nations Unies s'inscrit dans le cadre de notre effort collectif en faveur du relèvement. Elle fait fond sur ce qu'ont déjà entrepris divers acteurs et instances et vient contribuer à ces travaux, et elle vise à soutenir l'action menée, à renseigner à ce sujet et à mobiliser la classe politique à l'appui de futures interventions. Elle met également en lumière l'importance du rôle de l'Organisation des Nations Unies vis-à-vis des questions économiques internationales.

**3** Les pays en développement, bien qu'ils ne soient pas à l'origine de la crise économique et financière mondiale, n'en subissent pourtant pas moins les répercussions de plein fouet. Les avancées réalisées ces dernières années dans les domaines économique et social, en particulier au regard des objectifs de développement arrêtés sur le plan international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, sont désormais compromises dans les pays en développement, en particulier les moins avancés. Face aux menaces que fait peser la crise, il faut préserver et mettre en valeur les progrès accomplis, qui avaient été en partie stimulés par la forte croissance économique connue par de nombreux pays. Nos entreprises doivent être motivées par la nécessité de faire face aux conséquences de la crise sur le plan humain, à savoir l'augmentation du nombre pourtant déjà inacceptable de personnes pauvres et vulnérables, femmes et enfants en particulier, qui souffrent et meurent de la faim, de la malnutrition et de maladies évitables ou curables, la montée du chômage, la réduction de l'accès à l'éducation et aux services de santé, et les lacunes que présente actuellement la protection sociale dans de nombreux pays. Les femmes connaissent aussi une plus grande insécurité financière et doivent assumer des responsabilités familiales plus lourdes. Ces coûts particuliers sur le plan humain nuisent considérablement au développement et à la sécurité commune des personnes touchées. Pour que le relèvement soit équitable partout dans le monde, tous les pays doivent participer pleinement à l'élaboration d'interventions appropriées.

**4** La crise financière et économique touche certes tous les pays, mais ses incidences et les difficultés qu'elle engendre varient selon les catégories de pays en développement considérées. Elle met en outre en péril la réalisation des objectifs nationaux de développement de ces pays ainsi que des objectifs de développement adoptés au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire. Nous nous inquiétons surtout des répercussions qu'elle a sur les pays en situation particulière, y compris les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement et les pays en développement sans littoral, ainsi que sur les pays d'Afrique et les pays sortant d'un conflit. Nous sommes de même préoccupés par les obstacles auxquels se heurtent les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu, dont les populations sont vulnérables et démunies, dans le domaine du développement. Tous ces pays rencontrent des problèmes très particuliers du fait de la crise tandis qu'ils s'efforcent d'atteindre leurs objectifs nationaux de développement. Notre intervention collective face à cette crise doit tenir dûment compte des besoins propres à ces différentes catégories de pays en développement, notamment dans les domaines du commerce et de l'accès aux marchés, de l'accès à des moyens de financement et à des financements concen-



L'Assemblée générale à New York avant le début de la conférence en juin 2009. «Le 26 juin 2009 s'est produit un événement extraordinaire: A l'unanimité, les 192 Etats membres des Nations Unies adoptaient une déclaration extrêmement importante sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement. L'analyse et les recommandations vont des atténuations à court terme aux changements structurels profonds, des réponses à la crise à la réforme du système économique et financier mondial.» Miguel d'Escoto Brockmann. (photo emf)

sionnels appropriés, du renforcement des capacités, de l'accentuation de l'appui offert en faveur du développement durable, de l'assistance financière et technique, de la viabilité du niveau d'endettement, des mesures visant à faciliter les échanges commerciaux, du développement de l'infrastructure, de la paix et de la sécurité, des objectifs du Millénaire pour le développement et des engagements précédemment pris par la communauté internationale.

**5** La paix, la stabilité et la prospérité sont indissociables. À l'heure de la mondialisation de l'économie, toutes les nations sont plus étroitement liées que jamais. Du fait de la portée planétaire de la crise, il est nécessaire d'intervenir rapidement et de manière résolue et coordonnée pour s'attaquer à ses causes, atténuer ses effets et renforcer ou établir le cas échéant les mécanismes voulus pour tenter d'empêcher qu'une telle situation se reproduise à l'avenir.

**6** La présente Conférence marque une étape dans la lutte que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont engagés à mener sans relâche et de manière concertée contre la crise et les répercussions qu'elle a sur le développement. Nous avons aujourd'hui exposé l'unité de vues à laquelle nous sommes parvenus au sujet des mesures à prendre face à la crise, hiérarchisé les interventions à mener et assigné à l'Organisation des Nations Unies un rôle bien précis. Nous agissons ainsi dans l'intérêt de toutes les nations, afin de favoriser un développement économique sans exclusive, plus équitable, mieux équilibré, davantage axé sur le développement en général et durable et de contribuer à vaincre la pauvreté et l'inégalité.

## Etat actuel de l'économie mondiale

**7** La crise actuelle n'est pas sans rapport avec de multiples crises et problèmes mondiaux liés entre eux, comme la dégradation de la sécurité alimentaire, la volatilité des cours de l'énergie et des produits de base et les changements climatiques, ainsi que l'absence de résultats enregistrés à ce jour par les négociations commerciales multilatérales et la disparition de la confiance dans le système économique international. Le ralentissement de l'économie dans le monde est plus marqué que ne le laissent entrevoir nombre de prévisions faites initialement, et la reprise devrait être progressive et inégale. Tandis que certains pays affichent encore une croissance positive – bien que nettement ralentie –, d'après les toutes dernières prévisions de l'Organisation Nations Unies, le produit mondial brut chutera de 2,6 pour cent en 2009, fléchissement sans pareil depuis la Seconde Guerre mondiale. La crise risque d'avoir des conséquences désastreuses sur le plan humain et dans le domaine du développement. Des millions de personnes de par le monde perdent leur emploi, leur revenu, leurs économies et leur logement. D'après la Banque mondiale,

plus de 50 millions de personnes vivent désormais dans la misère, en particulier des femmes et des enfants. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture prévoit qu'en raison de la crise, le nombre de personnes sous-alimentées et souffrant de la faim dans le monde franchira le seuil sans précédent du milliard.

## Répercussions de la crise

**8** La crise a sur toute la planète de graves et profondes répercussions, qui varient selon les pays, et elle a parfois exacerbé des problèmes existants. Depuis qu'elle a éclaté, de nombreux États ont fait rapport sur ses effets néfastes, qui varient selon les pays, les régions et le niveau de développement et n'ont pas tous la même gravité, parmi lesquels figurent les suivants:

- La hausse rapide du chômage et l'accentuation de la pauvreté et de la faim;
- La décélération de la croissance et le repli de l'activité économique;
- Certaines conséquences néfastes sur la balance commerciale et la balance des paiements;
- Un net recul de l'investissement étranger direct;
- De profondes fluctuations monétaires, marquées par l'instabilité;
- Le creusement des déficits budgétaires, la chute des recettes fiscales et la réduction du volant budgétaire;
- La contraction des échanges commerciaux mondiaux;
- L'accentuation de la volatilité et la chute des cours des produits primaires;
- Le déclin des envois de fonds à destination de pays en développement;
- La nette réduction des revenus tirés du tourisme;
- L'inversion massive des apports de capitaux privés;
- La réduction de l'accès au crédit et au financement des transactions commerciales;
- L'érosion chez le grand public de la confiance inspirée par les institutions financières;
- La réduction de la capacité de maintenir en place des filets de sécurité sociale et d'assurer la prestation d'autres services sociaux, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation;
- La hausse de la mortalité infantile et de la mortalité maternelle;
- L'effondrement du marché immobilier d'habitation.

## Causes de la crise

**9** Les facteurs déterminants de la crise financière et économique sont complexes et multifformes. Nous sommes conscients que nombre des principales causes de la crise sont liées à des fragilités et déséquilibres généralisés qui ont contribué au dysfonctionnement de l'économie mondiale. On trouve parmi les principaux facteurs sous-jacents de la situation actuelle des politiques

macroéconomiques incohérentes et insuffisamment coordonnées entre elles et des réformes structurelles inadaptées, qui ont engendré des résultats macroéconomiques non viables à l'échelle mondiale. Ces facteurs ont été exacerbés par d'énormes lacunes dans la réglementation, la supervision et le contrôle du secteur financier, ainsi que par les déficiences des dispositifs de surveillance et d'alerte rapide en place. Toutes ces défaillances réglementaires, aggravées par un recours excessif à l'autoréglementation des marchés, le manque de transparence et d'intégrité financière et des comportements irresponsables, ont ouvert la voie à la prise de risques excessifs, à une hausse non viable des cours des actifs, à un recours déraisonnable au levier financier et à une forte hausse de la consommation alimentée par l'accès facile au crédit et le niveau excessif des cours des actifs. Les organismes de surveillance, les responsables de l'élaboration des politiques et les institutions compétentes n'ont pas pris toute la mesure des risques pesant sur le système financier, pas plus qu'ils ne sont parvenus à empêcher les vulnérabilités économiques de s'accroître et de s'étendre par-delà les frontières. Parce qu'on n'a pas accordé suffisamment d'importance au développement humain équitable, de profondes inégalités se sont creusées entre pays et entre populations. D'autres déficiences généralisées ont elles aussi contribué à cette crise, qui a mis en évidence le fait que les pouvoirs publics devaient intervenir plus efficacement en vue de concilier l'intérêt des marchés et l'intérêt général.

## Interventions face à la crise

**10** Cette crise nous concerne tous. Chaque pays est certes responsable au premier chef de son propre développement économique et social, mais nous n'en continuerons pas moins à oeuvrer de manière solidaire à l'élaboration d'interventions globales dynamiques, coordonnées et intégrées pour faire face à la crise, dans la mesure de nos capacités et responsabilités respectives. Les pays développés et les marchés émergents s'emploient à orchestrer la relance de la croissance dans le monde. Il a fallu en priorité stabiliser les marchés financiers et veiller à ce qu'ils inspirent de nouveau confiance, tout en luttant contre le fléchissement de la demande et la récession. D'importantes mesures ont déjà été prises pour maintenir la stabilité macroéconomique et renforcer le système financier international. Parallèlement, des dispositions fermes doivent être prises de toute urgence pour lutter contre les répercussions qu'a la crise sur les populations les plus vulnérables, contribuer à rétablir une forte croissance et aider les pays touchés à regagner le terrain perdu sur la voie de la réalisation des objectifs de développement que nous avons arrêtés au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement. Par conséquent, une part appropriée de toutes les ressources supplémentaires dont on pourrait disposer – liquidités à court terme comme financement à long terme du développement – doit être allouée aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés. Même si cette crise continue d'avoir des répercussions notables pour tous les peuples du monde, elle offre selon nous une occasion importante de procéder à des changements significatifs. Notre intervention doit dorénavant viser avant tout à créer des emplois, à accentuer la prospérité, à renforcer l'accès à la santé et à l'éducation, à rectifier les déséquilibres et à concevoir et mettre en oeuvre un développement écologiquement et socialement durable dans le cadre duquel le principe de l'égalité des sexes soit dûment pris en compte. Nous devons également nous attacher à renforcer les fondations sur lesquelles puisse reposer une mondialisation juste, sans exclusive et viable, étayée par un multilatéralisme redynamisé. Nous ne doutons pas que cette crise nous rendra plus forts, plus énergiques et plus unis.

## Une action rapide et décisive est nécessaire

**11** Nous nous engageons à travailler solidairement à une réponse mondiale

# L'Allemagne doit se démocratiser (3<sup>e</sup> partie)

par Karl Müller

«Oui, c'est ça, mes sujets doivent tout simplement faire ce que je leur dis de faire, mais ils veulent toujours penser par eux-mêmes et c'est de là que proviennent toutes les difficultés.»<sup>1</sup> Pour l'empereur *Guillaume II*, l'analyse politique et les conclusions à en tirer étaient une chose simple. Depuis, nous avons acquis de nombreuses expériences historiques, également en Allemagne. En tirons-nous les leçons? Pourquoi est-il aussi difficile de penser les relations entre les dirigeants politiques et les citoyens dont on débat depuis la Révolution française?

L'historien *Adolf M. Birke* écrit à propos du premier Chancelier allemand *Konrad Adenauer*: «Sa méfiance à l'égard des hommes, surtout de ses compatriotes et de leurs capacités en matière de politique pouvait se transformer en mépris. Cette attitude du patriarcat, sans doute renforcée par l'âge, se nourrissait de son rôle d'administrateur d'un peuple dont il ne croyait pas qu'après l'intoxication nazie, il puisse trouver sa voie politique s'il était laissé à lui-même.» Le premier Président de la jeune République *Theodor Heuss* déclara, le 9 septembre 1948, dans son discours devant le *Conseil parlementaire*: «Je vous mets en garde: il ne faut pas alourdir la future démocratie: [...] L'initiative populaire, salutaire dans une tradition de civisme et pour des questions simples, est dans une grande démocratie, à une époque de massification et de déracinement, une prime accordée à n'importe quel démagogue.»

15 ans auparavant, Heuss avait voté la loi des pleins pouvoirs et maintenant nos deux politiciens laissaient entendre que la République de Weimar avait échoué à cause de ses éléments de démocratie directe. Il est prouvé aujourd'hui que ce ne fut pas le cas. Au contraire: pendant les années de la République, les Allemands ont utilisé les initiatives populaires avec circonspection. La chute de la République avait de tout autres causes.

C'est une erreur de croire qu'il est préférable pour les individus que l'humanité soit répartie entre un petit nombre de dirigeants et un grand nombre de sujets. Ne vaudrait-il pas la peine de se demander à quoi l'Allemagne devrait se référer pour que ses habitants participent activement à la gestion de l'Etat démocratique au lieu d'être tenus à l'écart, comme les 80 % d'opposants à la guerre en Afghanistan?

- Aux dispositions de la Loi fondamentale sur la dignité humaine, sur les droits fondamentaux et sur l'article 20 («La République fédérale d'Allemagne est un Etat fédéral démocratique et social.» [c'est nous qui soulignons] «Tout pouvoir d'Etat émane du peuple.»;
- Aux dispositions sur la démocratie de la *Charte des Nations unies* de 1945, de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948 et du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* de 1966;
- A la conception de l'homme issue de la philosophie des Lumières et du droit naturel qui placent les droits de l'homme et

l'intérêt général au centre de l'action politique;

- Aux expériences acquises dans la comparaison entre les systèmes politiques démocratiques et non démocratiques qui donnent nettement la préférence au modèle démocratique.

Cela dit, la comparaison révèle non seulement la supériorité des démocraties représentatives sur les systèmes ouvertement totalitaires mais également celle de la démocratie directe sur la démocratie représentative.

L'association allemande «Mehr Demokratie e.V.» a résumé les arguments en faveur de davantage de démocratie directe dans l'ouvrage de *Jost Verhulst* et *Arjen Nijboer*: «Direkte Demokratie. Fakten, Argumente, Erfahrungen» (2007, ISBN 9789078820024). La plupart de ces arguments tombent sous le sens. Des recherches scientifiques (*Lars P. Feld*, *Gebhard Kirchgässner*, *Marcel R. Savioz*, «Die direkte Demokratie. Modern, erfolgreich, entwicklungs- und exportfähig» (1999, ISBN 9783719018375, malheureusement épuisé pour le moment) ont confirmé et approfondi les arguments.

## Pourquoi, après 1945, la démocratie n'a-t-elle pas vraiment pu se développer?

Qu'est-ce qui s'est donc passé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qui explique qu'en Allemagne non plus la démocratie n'a pas vraiment pu se développer?

Les historiens allemands de l'après-guerre voient de manières différentes les continuités et les ruptures dans l'attitude des élites allemandes du *Congrès de Vienne* (1815) à aujourd'hui. Ils sont assez d'accord pour dire qu'il existe une continuité jusqu'au nazisme, mais ici déjà apparaissent des controverses persistantes. Si en février 1998, à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution allemande de 1848, le magazine allemand *Der Spiegel* faisait sa une sur la continuité entre la Révolution ratée et *Hitler*, en passant par *Bismarck* et *Guillaume II* et titrait «Il y a 150 ans: 1848, la demi-révolution, début du désastre allemand?», tout le monde n'est pas d'accord, aujourd'hui encore. Cela apparaît par exemple dans la controverse persistante à propos des positions de *Fritz Fischer* (de «Griff nach der Weltmacht. Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914/1918», 1961, à «Hitler war kein Betriebsunfall», 1992) ou de celles de *Hans-Ulrich Wehler* («Das deutsche Kaiserreich», 1973).

Il vaut cependant la peine d'examiner les points de départ des différentes positions car on se rend compte alors qu'elles aussi sont très diverses et qu'elles sont étroitement liées aux différentes conceptions de la philosophie de l'histoire. Ainsi *Thomas Nipperdey*, qui critique *Wehler*, part, dans le troisième volume de sa «*Deutsche Geschichte 1866–1918. Machtstaat vor der Demokratie*», d'une description dialectique de l'Empire où il constate des forces réactionnaires et des forces de progrès, des éléments anciens et des éléments modernes, un Etat autoritaire

et un parlementarisme démocratique: réunion de contraires qui ne doit pas être jugée selon nos critères actuels. Ce faisant, *Nipperdey* s'appuie sur *Hegel*, le philosophe qui idéalisait l'Etat prussien.

Pour les historiens et les politologues renommés, il est presque tabou de prétendre que les élites allemandes n'ont pas rompu, après la Seconde Guerre mondiale, avec les traditions des années de guerre et des décennies précédentes mais qu'elles ont été placées tout à fait consciemment dans leurs nouvelles fonctions politiques par les Alliés, avant tout par le gouvernement américain, malgré leur manque d'esprit démocratique. La thèse de la continuité a été presque entièrement le fait des écrivains allemands de l'après-guerre – *Wolfgang Borchert*, *Wolfgang Koeppen*, *Heinrich Böll*, etc. – et de quelques rares journalistes comme *Rolf Winter* («Nein, so hat diese Republik nicht werden sollen. Die politische Kultur der Bundesrepublik, 1994, ouvrage malheureusement épuisé). Ainsi, on s'est soustrait au devoir d'examiner les choses de plus près.

En outre, le débat sur la recherche de la vérité a été empêché par les luttes politiciennes. De nombreux débats de l'après-guerre ont été marqués par la guerre froide et de nombreux critiques de la politique de l'Allemagne de l'Ouest ont été repoussés comme étant «communistes», inspirés par l'Est, donc hostiles.

Finalement, les responsables de l'Allemagne de l'après-guerre se trouvaient face à d'énormes tâches, et même plus de 60 ans après, il n'est pas facile d'être objectif en ce qui concerne ces années de choix importants. Rien n'est blanc ou noir. Les jugements doivent être nuancés.

## Rien n'est blanc ou noir

L'historien *Golo Mann* a tenté de le montrer, en conclusion de son ouvrage «*Deutsche Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts*» paru en 1958. D'une part, il écrit: «Malgré la splendeur des rues commerçantes et des parcs, la structure sociale de l'Allemagne est essentiellement restée la même. Les administrations, la science, la justice, l'industrie et le commerce recrutent toujours des membres des classes supérieures ou moyennes. Le nouvel Etat a, une fois encore, avantagé non pas les pauvres mais les riches, tout d'abord par la réforme monétaire puis par la législation fiscale. [...] On a une fois de plus manqué l'occasion de faire une révolution sociale.»

Il écrit en outre: «L'Etat autoritaire allemand, dont les classes dirigeantes – fonctionnaires, justice, Eglise, armée, noblesse – avaient survécu à la chute des Hohenzollern et avaient contribué à ruiner la démocratie weimarienne, a été détruit au cours des années hitlériennes, années de dictature totalitaire, vulgaire, sans racines et déracinante, issue en grande partie des classes inférieures et bouleversant les classes. Le représentant le plus puissant de l'ancienne autorité, la noblesse prussienne, a alors été ruinée: par la guerre qui a tué des milliers de ses membres; par la résistance à *Hitler*, par la succession de complots à la suite desquels des centaines de ses représentants ont été exterminés. [...] L'Allemagne [la RFA] n'était plus dirigée par la bourgeoisie guillaumienne respectueuse envers l'autorité, comme sous la République de Weimar, ni par des gangsters, comme sous le Troisième Reich, mais par les classes moyennes. [...] Les Allemands de la fin des années 1950 n'étaient plus des «sujets». Ils ne connaissaient plus le respect de l'autorité, qu'elle fût politique ou privée.»

## Politique de l'occupant et politique allemande

L'Allemagne était-elle pour autant déjà une démocratie?

«Die Deutschlandakte. Was Politiker und Wirtschaftsbesitzer unserem Land antun» (2008, ISBN 978-3-570-01024-2) est un ouvrage de *Hans Herbert von Arnim* publié il y a seulement deux ans. Dans le premier chapitre, l'auteur évoque la naissance de la Loi fondamentale et ses dispositions. Il écrit: «La souveraineté populaire, si souvent invoquée, qui constitue la base de notre système politique, n'est, à y regarder de plus près, qu'une fiction. La Loi fondamentale de 1949 ne re-



## Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne

### Article 1

(1) La dignité de l'être humain est intangible. Tous les pouvoirs publics ont l'obligation de la respecter et de la protéger.

(2) En conséquence, le peuple allemand reconnaît à l'être humain des droits inviolables et inaliénables comme fondement de toute communauté humaine, de la paix et de la justice dans le monde.

### Article 20

(1) La République fédérale d'Allemagne est un Etat fédéral démocratique et social.

(2) Tout pouvoir d'Etat émane du peuple. Le peuple l'exerce au moyen d'élections et de votations et par des organes spéciaux investis des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

(3) Le pouvoir législatif est lié par l'ordre constitutionnel, les pouvoirs exécutif et judiciaire sont liés par la loi et le droit.

pose pas sur des décisions du peuple et le peuple allemand n'a pas son mot à dire sur la constitution européenne (qui ne peut plus s'appeler ainsi), et surtout pas sur des élargissements de l'UE. Depuis les Lumières et les déclarations des droits de l'homme qui s'en inspirent, seules les constitutions que le peuple s'est données sont valables.» Or cela ne vaut pas pour la Loi fondamentale allemande: «En réalité, ce sont les forces d'occupation qui ont dominé l'élaboration de la Constitution allemande. Elles en ont fortement influencé le contenu et ont soumis son entrée en vigueur à leur approbation.»

Le *Conseil parlementaire*, l'organe qui rédigea la Loi fondamentale sur un cahier des charges imposé par les Alliés, savait cela lui aussi. *Von Arnim* cite *Konrad Adenauer* (CDU), président dudit *Conseil*: «Nous ne sommes pas mandatés par le peuple allemand mais par les Alliés.» *Carlo Schmidt* (SPD), vice-président du *Conseil parlementaire*, a parlé d'une sorte de «domination étrangère».

## Pas de consultations populaires

A l'origine, les Alliés occidentaux avaient demandé une consultation populaire sur la Loi fondamentale. La population devait, en se prononçant, exprimer sa soumission aux Alliés et accepter son manque de souveraineté après la fondation d'un Etat allemand. La plupart des politiques membres du *Conseil* s'opposèrent catégoriquement à une consultation populaire. Ils prétendaient qu'elle accorderait trop d'importance à la Loi fondamentale et qu'elle scellerait la division de l'Allemagne. Mais on avança également l'argument selon lequel cette consultation pourrait conduire à un refus parce que la population ouest-allemande n'était pas d'accord avec la situation et avec la politique des forces d'occupation.

## «Résultat de la Conférence ...»

suite de la page 3

coordonnée et détaillée à la crise et à prendre notamment à cet effet les mesures visant à:

- Rétablir la confiance, relancer la croissance économique et créer le plein-emploi productif avec un travail décent pour tous;
- Sauvegarder les acquis économiques, développementaux et sociaux;
- Offrir aux pays en développement une aide adéquate pour qu'ils remédient aux impacts humains et sociaux de la crise, de façon à préserver et valoriser les gains durement acquis jusqu'à présent sur le front de l'économie et du développement, notamment s'agissant des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement;
- Assurer la viabilité à long terme de la dette des pays en développement;
- Chercher à fournir aux pays en développement des ressources suffisantes, sans conditionnalités injustifiées pour leur développement;

- Rétablir la confiance dans le secteur financier et relancer les opérations de prêt;
- Faciliter et revitaliser un commerce et un investissement ouverts et rejeter le protectionnisme;
- Faciliter une reprise sans exclusive, attentive à l'environnement et durable, et apporter un soutien constant aux efforts que font les pays en développement en matière de développement durable;
- Renforcer le rôle du système des Nations Unies face à la crise économique et à son impact sur le développement;
- Réformer et renforcer au besoin le système financier et économique et l'architecture financière internationale pour les adapter aux difficultés actuelles;
- Encourager une bonne gouvernance à tous les niveaux, notamment dans les institutions financières internationales et sur les marchés financiers;
- Remédier aux effets humains et sociaux de la crise.

Source: [www.un.org](http://www.un.org)



## «L'Allemagne doit se démocratiser»

suite de la page 4

A cela s'ajoutait une méfiance fondamentale encore renforcée à l'égard du peuple allemand. Le fondement idéologique en avait été fourni par l'*Ecole de Francfort*, rentrée au pays après des années d'exil, et d'autres théories abstruses de la psychologie des masses, qui parlait de «faute collective» des Allemands. Un document qui circulait dans les états-majors britanniques et américains à la fin de la guerre disait ceci: «Alors qu'en ce qui concerne l'économie, la technique et l'organisation, les Allemands occupent la première place, ils font partie des peuples les plus arriérés en matière de politique. A bien des égards, le caractère allemand est primitif. Cela se manifeste particulièrement dans leur respect des traditions historiques, dans leur admiration pour le Moyen Age et la cruauté, l'intolérance et les pratiques occultes qui caractérisent cette époque ainsi que pour les brutales et sauvages tribus teutoniques plus anciennes. Des milieux extrémistes auxquels appartiennent également des hommes éminents exultent même ouvertement à l'idée d'être des «barbares modernes».<sup>2</sup>

### Nouvelles idéologies et vieux stéréotypes

On retrouva ce genre d'idées encore dans les décisions de la Conférence des Alliés, par exemple à Potsdam à l'été 1945 où, au chapitre «III. Sur l'Allemagne», on pouvait lire: «Les armées alliées procèdent à l'occupation de toute l'Allemagne et le peuple allemand commence à payer pour les effroyables crimes commis sous le commandement de ceux qu'il a soutenus au temps de leurs succès et auxquels il a obéi aveuglément.»

Mais les nouvelles élites de l'Allemagne de l'Ouest reprirent le vieux stéréotype sur les citoyens et les citoyennes. Dans son livre intitulé «Direkt-demokratische Elemente in der deutschen Verfassungsgeschichte», *Hanns-Jürgen Wiegand* a également rassemblé les positions exprimées dans les premières années de l'après-guerre, notamment dans les discussions à propos de la Loi fondamentale. Sa conclusion est la suivante: Chez les adversaires résolu d'une consultation populaire, «les décisions étaient imprégnées d'attitudes mentales traditionnelles et d'expériences politiques personnelles faites à l'époque de la République de Weimar et elles servaient à légitimer les objectifs constitutionnels concrets. [...] Le fait que d'anciens politiques de Weimar s'appuyèrent sur des faits personnels mais non scientifiquement prouvés de cette époque pour formuler leurs objectifs de politique partisane actuelle ressort clairement de ce qu'ils envisageaient de manière tout à fait négative certaines dispositions de la Constitution de Weimar qu'ils n'avaient guère critiquées lors de l'élaboration des constitutions des Länder avant 1948. Inversement, on pouvait, comme Adenauer, se dispenser de ces «expériences» lorsque c'était politiquement opportun. *Finalement, l'attitude à l'égard de la tradition constitutionnelle de Weimar était politiquement arbitraire.*» (C'est nous qui soulignons.) Dans leur ouvrage «Die direkte Demokratie. Modern, erfolgreich, entwicklungs- und exportfähig», *Lars P. Feld, Gebhard Kirchgässner, Marcel R. Savioz* ont montré que les consultations populaires de la République de Weimar n'ont pas contribué à son effondrement. Au contraire!

Comment interpréter alors des déclarations comme celle de Theodor Heuss? Wiegand écrit à ce sujet: «Il n'exprimait pas seulement une aversion due à la situation mais son hostilité générale à l'égard de la «grande masse» de la population et de son manque de «maturité politique». Elle provenait des conceptions culturelles traditionnelles de la bourgeoisie libérale et était dans la ligne des critiques à l'égard de la démocratie et du socialisme que les libéraux allemands avaient formulées dès le XIX<sup>e</sup> siècle.»

### Les tâches des années d'après-guerre

Toutefois nous devons mettre en garde contre le manichéisme. De même qu'un revirement s'était opéré dans l'élite appartenant à la résistance du 20 juillet, le choc provoqué par la guerre et les crimes nazis avait laissé des traces dans les élites allemandes de l'après-guerre. Chacun ne voulait ou ne pouvait pas ignorer les faits et la voix de sa conscience et rejeter la responsabilité de la catastrophe

## A leurs yeux, la démocratie était une chose désagréable, voire dangereuse

Extrait d'un entretien de Fritz Stern avec Helmut Schmidt

*Fritz Stern*: Comment se fait-il que la bourgeoisie n'ait pas tiré les leçons de la guerre [il s'agit de la Première Guerre mondiale], qu'elle ait tiré les mauvaises conséquences?

*Helmut Schmidt*: Les Allemands n'ont jamais vraiment réfléchi aux structures nécessaires de l'Etat. Les raisons sont à chercher assez loin dans l'histoire. Contrairement à la France et à l'Angleterre – je pense à *Montesquieu, Rousseau, Locke, Hume* – il n'y a à vrai dire jamais eu de penseurs politiques en Allemagne. Il y a eu au début du siècle des Lumières quelques hommes – l'un d'eux s'appelait *Pufendorf* – qu'on a oubliés depuis et qui n'ont eu aucune influence sur la bourgeoisie. Ce qui a notamment eu pour conséquence que, en dehors des villes libres, la masse des Allemands, en particulier la noblesse, le corps des officiers et également les professeurs, n'ont jamais compris la démocratie. C'était à leur yeux une chose désagréable, voire dangereuse.

*Stern*: Il y a eu *Hegel*, qui a exagéré l'importance de l'Etat. Et il y a eu *Karl Marx*.

*Schmidt*: *Karl Marx* était sociologue. Il n'a pas vraiment écrit de choses utiles sur l'Etat. La pensée politique manque presque totalement chez lui. Et *Hegel* considérait l'Etat tel qu'il était comme le meilleur qu'on puisse imaginer, l'Etat

prussien, bien entendu, celui de *Frédéric-Guillaume III*, que *F. Engels* considérait comme le plus grand taré qui ait jamais régné. Non, les Allemands n'ont jamais philosophé sur la séparation des pouvoirs, ils ont laissé ce soin à *Montesquieu*. Ils n'ont pas non plus réfléchi, comme les auteurs des *Federalist Papers*, à l'équilibre des pouvoirs au sein d'un Etat. Tout cela manque chez les Allemands. Ils ont philosophé dans l'abstrait.

*Stern*: A une exception près: pendant la brève période de la réforme prussienne, lorsqu'il s'est agi de transformer les sujets en citoyens. Cet idéal était dans l'esprit aussi bien des réformateurs de l'armée que de ceux de l'Etat: *Hardenberg, Humboldt, Stein*. Mais il faut ajouter que cela n'a pas tout à fait réussi.

*Schmidt*: C'était moins une réflexion sur la structure souhaitable de l'Etat que sur le type de citoyen souhaitable.

*Stern*: Oui, mais ça va ensemble.

*Schmidt*: Pas nécessairement. Le mobile des réformateurs était, je crois, d'ordre pédagogique et ça n'a rien donné. Quand je pense à 1948, à la Paulskirche, je constate que la plupart des idées venaient de France et surtout d'Amérique. Il n'est pratiquement rien venu de la Prusse.

Source: *Helmut Schmidt, Fritz Stern, Unser Jahrhundert, Ein Gespräch, 2010 (ISBN 978-3-406-601132-3), p. 90 sq.*

sur les autres. Il y avait des personnalités qui revenaient de l'exil, aussi de l'exil suisse, et en rapportaient des idées précieuses, également en direction de la démocratie directe. Il y avait des personnalités qui avaient passé des années dans des camps de concentration et savaient, pour en avoir souffert, ce que signifiaient le mépris du droit et le totalitarisme.

### L'essence de la Loi fondamentale

Même si la Loi fondamentale fut une constitution imposée d'en haut et que beaucoup de choses souhaitables n'y figuraient pas, elle contenait pourtant des dispositions précieuses, en particulier les articles 1 à 20 qui méritent encore d'être pris à la lettre et qui peuvent et devraient constituer la base d'une authentique démocratie allemande.

Rolf Winter était un journaliste allemand qui a sévèrement critiqué la politique de la RFA. On ne saurait le soupçonner d'avoir enjolivé la réalité et pourtant il a écrit en 1994 un livre intitulé «Nein, so hat diese Republik nicht werden sollen». Il y a exprimé deux choses: En 1994, il est apparu nettement qu'une grande partie des élites allemandes, après la réunification, voulaient se débarrasser de certains complexes, qu'elles anesthésiaient leur conscience morale et qu'elles manifestaient non seulement, de plus en plus, une nouvelle arrogance et une nouvelle mégalomanie allemandes mais qu'elle était de plus en plus disposée à soutenir une politique de grande puissance, une politique de guerre et d'exploitation contraire au droit. Cette nouvelle attitude se manifestait même dans une arrogance des Allemands de l'Ouest à l'égard de leurs compatriotes de l'Est, laquelle était apparue dès la fondation des deux Etats allemands et était étroitement liée à l'«arrogance occidentale» provenant des pays anglo-saxons et en partie au désir des élites ouest-allemandes de se faire bien voir de cet «Occident».

D'autre part, selon Rolf Winter, il y a eu d'autres tentatives juste après la guerre. Il écrit: «En 1949, j'étais journaliste à Bonn et j'assistais à toutes les séances du Bundestag, si bien que j'en connais un rayon. A l'époque, tous les députés voulaient un Etat social. [...] Ils voulaient sincèrement un «Etat de droit social», un Etat de l'intérêt général, de la solidarité, un Etat fait pour tous les citoyens sans distinctions. [...] Au centre de tous nos efforts, disaient-ils à Bonn, en 1949, il y a l'homme. Et ils étaient sincères. [...] Cette nouvelle République ne devait pas être un champ de bataille où le plus fort l'emporte, un endroit où l'on se réjouit que

les cours boursiers montent et où l'on empoche de l'argent chaque fois qu'une entreprise licencie quelques milliers de salariés. [...] Cette République ne devait pas non plus être un pays où les valeurs n'étaient plus fixées que par la publicité commerciale, un terrain où les individus peuvent laisser libre cours à leur cupidité, où domine le ras-le-bol politique. [...] Malgré tout ce qui les séparait politiquement, ils voulaient une République cultivée. [...] On était très idéaliste dans ce premier Bundestag, des communistes à l'extrême gauche aux conservateurs du «Parti allemand» à l'extrême droite. Après l'époque du banditisme brun, il y avait enfin de nouveau une culture politique allemande. [...] Ce devait être une [république] acceptée par tous et à laquelle tous allaient participer, une république de l'égalité des droits, de la sollicitude dans laquelle on ne serait pas puni à vie d'être faible, une république de l'intégrité dans laquelle les politiques auraient une fonction de modèles.»

### L'objectif du premier gouvernement fédéral: reconstruire l'Allemagne

Effectivement, il vaut la peine de jeter un coup d'œil à la déclaration de politique générale du premier gouvernement lue par le premier Chancelier, Konrad Adenauer. Elle évoque les tâches gigantesques auxquelles devaient faire face le premier gouvernement ainsi que tous les Allemands de l'Ouest (et, à certains égards également, les Allemands de l'Est, où un second Etat allemand fut créé peu après la République fédérale).

La liste suivante est incomplète, mais elle suffit à montrer de quoi il s'agit:

- Malgré leur fondation, les deux Etats allemands n'étaient pas souverains. Le *Statut d'occupation de l'Allemagne* conservait aux puissances d'occupation occidentales de nombreux pouvoirs politiques. La politique étrangère relevait uniquement des puissances d'occupation.
- La crise du logement était considérable en 1949. L'Allemagne était encore un pays détruit par les bombes. Il y avait pénurie de beaucoup de biens de consommation d'usage quotidien et le chômage était élevé.
- En plus de ceux qui vivaient déjà en Allemagne de l'Ouest, il fallait nourrir, loger et intégrer des milliers de réfugiés et de personnes déplacées.
- Malgré cette misère, les Alliés continuaient de démanteler des usines, et cela pas seulement en Allemagne de l'Est.

- La réforme monétaire de 1948 avait certes mis fin à l'inflation et au marché noir mais elle était considérée par beaucoup comme injuste car elle avantageait considérablement ceux qui possédaient des biens matériels et lésait considérablement tous les épargnants.

La question de l'ordre économique n'était pas encore réglée définitivement. Adenauer mena une campagne électorale sur la question «économie planifiée ou économie sociale de marché» et interpréta le résultat comme une victoire de l'économie sociale de marché, mais ce résultat était serré; le SPD ne s'était pas encore décidé en faveur de l'économie sociale de marché et demandait une économie étatique planifiée et une nationalisation des moyens de production. Plusieurs constitutions des Länder allaient dans ce sens. La Loi fondamentale avait elle-même laissé ouverte la question de l'ordre économique mais en affirmant la fonction sociale de la propriété, elle s'opposait catégoriquement au capitalisme anglo-saxon. Toutefois, l'économie de marché pratiquée jusque-là ne méritait pas le qualificatif de «social». Ce fut tout d'abord une formule de propagande des Alliés occidentaux destinée à empêcher les Allemands de l'Ouest de se tourner vers le socialisme, qu'elle qu'en fût la forme.

En même temps, les Allemands avaient fait les pires expériences de toutes sortes d'économies dirigées et de réglementations et aspiraient à la liberté de la vie économique. Certes, la réforme monétaire avait été très injuste. Au début, elle avait provoqué une hausse des prix et du chômage ainsi que des tensions sociales considérables. Mais les magasins étaient de nouveau achalandés, la monnaie se stabilisa au bout de quelques mois et on pouvait enfin obtenir quelque chose pour son argent.

Pour le nouveau gouvernement fédéral, la tâche principale était de relancer l'économie et c'est pourquoi il considérait comme son «premier devoir» d'éviter les injustices et les tensions sociales et de ne pas laisser place aux influences spéculatives.

Il fallait relancer la production agricole afin de parvenir le plus rapidement possible à l'autosuffisance.

Il fallait commencer par permettre à de larges couches de la population de se constituer un capital. Aussi convenait-il d'éviter l'excès de financement étranger des entreprises qui fut catastrophique sous la République de Weimar. Grâce à des «actions populaires», les salariés allaient devenir copropriétaires de grandes entreprises.

Ce n'est pas un esprit de lutte de classe qui devait régner entre patrons et ouvriers mais un partenariat social fondé sur l'égalité des droits. Les salariés devaient pouvoir participer à la gestion de leur entreprise. Une «répartition des sacrifices» devait répondre aux besoins matériels les plus aigus des millions de réfugiés et de personnes déplacées. La déclaration de politique générale se terminait par la phrase suivante: «Notre travail sera porté par l'esprit de la culture occidentale chrétienne et le respect du droit et de la dignité de l'homme.»

### Succès et tâches à accomplir

Jusqu'en 1957, la CDU et la CSU virent augmenter le nombre de leurs députés au Bundestag jusqu'à obtenir la majorité absolue, la seule fois dans l'histoire de la République fédérale. Notons qu'à l'époque, la participation était encore très élevée. C'était avant tout le résultat d'un essor économique exceptionnel et des efforts de tous les Allemands.

Cet essor, le «miracle économique», fut dans une certaine mesure une grande réussite démocratique. Mais on observa un relâchement dans la poursuite de la démocratisation de la vie politique. L'idée qu'une démocratisation de la politique et que davantage de participation des citoyens auraient pu apporter beaucoup à l'avenir du pays n'était pas encore répandue. Cela peut être corrigé aujourd'hui. •

<sup>1</sup> Citation tirée de l'ouvrage de *Michael Stürmer* intitulé «Das ruhelose Reich, Deutschland 1866–1918» (1994) et provenant des notes du comte *Robert Zedlitz-Trützschler*, ancien maréchal de la Cour de Guillaume II., Berlin 1924, p. 84

<sup>2</sup> Citation tirée d'*Adolf M. Birke*, «Nation ohne Haus. Deutschland 1945–1961», (1994), p. 14

## Poursuivre l'œuvre d'Henry Dunant

### Coup d'envoi digne de «l'année Dunant 2010»

par Urs Knoblauch, Fruthwilen TG

A l'occasion du centenaire de la mort du fondateur de la Croix-Rouge et de la première fête parmi les nombreuses cérémonies de «l'année Dunant 2010», le soleil brillait à la station thermale de Heiden, richement décorée, dans l'Appenzell au-dessus du Lac de Constance. Là-bas, Henry Dunant, presque tombé dans l'oubli, a passé les 23 dernières années de sa riche vie. A l'occasion du centenaire de sa mort, l'on veut sensibiliser surtout les enfants, la jeunesse et des classes d'écoles. De cette façon, la préoccupation de Dunant de vivre «l'humanité, la solidarité et le courage civique», pourrait être propagée. La commune a, par une coopération exemplaire, contribué extraordinairement à la réussite, et les manifestations attirent de nombreux visiteurs et des classes. L'inauguration le dimanche 8 mai, était très réjouissante.

Pour les diverses manifestations, les élèves et les jeunes de Häadel [=Heiden] ont peint

des bannières magnifiques avec des motifs de paix et des textes. Elles flottent comme salut dans le parc au-dessus des «tables de paix», créées par H.R. Frickers. Dans la rue, les nombreux visiteurs pouvaient regarder les stands variés avec des offres originales. Les enfants servaient une soupe de la paix, vendaient des biscuits de la paix ou jouaient des scènes sur les principes de la Croix-Rouge, et une chorale de cent élèves a chanté sur «l'humanité, la solidarité et le courage civique», les thèmes de la Croix-Rouge. Il y avait aussi l'ouverture d'une vente aux enchères d'art avec plus de 300 croix rouges, peintes par différents artistes. Très vite, beaucoup de tableaux, surtout d'artistes connus, ont été vendus aux enchères.

La véritable cérémonie a eu lieu dans la salle des fêtes fraîchement rénovée et pleine jusqu'à la dernière place. Le président actif de la commune, Norbert Näf, a exprimé, avec

raison, dans son mot d'accueil sa fierté par rapport au succès des projets formidables. Il a souligné que l'année Dunant ne «comportera pas d'éclats médiatiques, mais au contraire des projets et activités orientés en majeure partie vers des effets durables.» Ainsi, selon «le programme orienté vers des valeurs», des classes d'élèves seront à nouveau invitées à Heiden les années prochaines. Ensuite le Président du Conseil d'Etat Jakob Brunnschweiler a prononcé des paroles impressionnantes (cf. page 7). Puis, comme intervenant particulier, le Dr Jakob Kellenberger, Président du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a été salué. En tant que successeur du fondateur de la Croix-Rouge, il est lui-même né à l'hôpital de district de Heiden, où Henry Dunant est mort. Dans cet hôpital se trouve aujourd'hui le remarquable musée Dunant. Dans un discours substantiel, Jakob Kellenberger a retracé les étapes les

plus importantes de la vie d'Henry Dunant, sa vision d'une «communauté d'aide internationale» et son engagement inlassable «pour la bonne cause». Vous trouverez le discours original à la page 7.

La fête a été particulièrement bien encadrée par les jeunes de l'école de tympanons; de même une pièce de monnaie officielle suisse en mémoire d'Henry Dunant a été révélée. Ainsi la fête a été un vrai succès où les intentions ont bien été mises en valeur. Chaque détail des festivités a été organisé avec amour par toute la commune. Ainsi les valeurs d'Henry Dunant et de la Croix-Rouge seront-elles préservées et diffusées d'une manière peu conventionnelle par les enfants et les jeunes. Une visite des manifestations actuelles et futures à Heiden ne peut qu'être vivement recommandée.

Pour de plus amples informations veuillez consulter le site: [www.dunant2010.ch](http://www.dunant2010.ch)

## Transmettre aux jeunes l'humanité, la solidarité et le courage civique

### Ouverture de l'«Année Dunant 2010»

Discours de Norbert Näf, président de commune et président de l'«Année Dunant 2010» au Kursaal de Heiden, 8 mai 2010

Monsieur Kellenberger,  
Messieurs les Conseillers aux Etats,  
Monsieur le Président du Grand Conseil,  
Monsieur le président du Conseil d'Etat,  
Messieurs les Conseillers d'Etat,  
Messieurs et Mesdames les députés  
du Grand Conseil,  
Chers membres du Conseil communal de  
Heiden et d'autres communes,  
Chers habitants de Heiden,  
Chers invités qui venez de près ou de loin,

Je suis extrêmement fier de vous souhaiter la bienvenue à Heiden pour l'ouverture de l'Année Dunant.

L'orchestre de tympanons de l'Ecole de musique de l'Appenzeller Vorland vient de vous donner un échantillon de ce qu'ils savent faire sur le thème de la symphonie de Jupiter de Wolfgang Amadeus Mozart. Un grand merci! Nous allons réentendre nos jeunes artistes au cours de cette cérémonie.

Vous voyez: dès les paroles de bienvenue, nous misons sur les jeunes. L'objectif principal de l'Année Dunant est de faire mieux connaître les valeurs humaines, la solidarité et le courage civique de manières très variées aux hommes, en particulier aux enfants et aux jeunes et de faire en sorte que les jeunes générations les développent.

Il y a à peu près cinq ans, lors de la fête du 1<sup>er</sup>-Août 2005, j'ai proclamé l'Année Dunant 2010. A cette époque, je ne me rendais pas encore compte de ce que pourrait déclencher cette idée. 6 mois après l'atelier qui a donné naissance à plus de 50 idées d'activités et après la fondation de l'association Année Dunant 2010, quelque 40 collaborateurs bénévoles ont préparé les spectacles, deux expositions et la déjà célèbre «opération artistique» avec ses tables destinées à des pourparlers de paix privés. Le mouvement Année Dunant compte aujourd'hui plus de 150 membres. Plus de 300 personnes – enfants, jeunes, adultes, artistes et conseillers fédéraux – ont montré leur attachement aux valeurs d'Henry Dunant en peignant une croix rouge. Vous pouvez acquérir aux enchères les premières de ces peintures, aujourd'hui, dans la salle de lecture du sous-sol de notre Kursaal. Je remercie tous les membres du Comité, tous les groupes de travail, tous ceux qui ont soutenu financièrement nos activités et les membres du Comité de patronage de leur considérable engagement sans lequel nous ne pourrions pas être ici et exprimer notre joie. Je prie Mme Monika Gessler, coordinatrice du projet, de monter sur la scène. Elle a un important point commun avec Henry Dunant: elle fête aujourd'hui son anniversaire.

Il y a quelques jours, dans le cadre de la semaine d'activités interdisciplinaires



«Plus de 300 personnes – enfants, jeunes, adultes, artistes et conseillers fédéraux – ont montré leur attachement aux valeurs d'Henry Dunant en peignant une croix rouge.» Norbert Näf, président de la commune de Heiden. (photo mad)

sur Henry Dunant, un groupe de jeunes du degré secondaire m'ont demandé une interview pour une vidéo. Ils m'ont demandé ce que signifiaient l'humanité, la solidarité et si j'avais déjà fait preuve de courage civique. J'ai commencé à bégayer. Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de réfléchir vous aussi à ce que vous pourriez faire pour manifester de la solidarité dans votre travail, au cours de vos loisirs ou dans votre famille, envers votre femme ou votre mari. L'Année Dunant doit nous transmettre beaucoup de joie, c'est le vœu d'Henry Dunant. Ainsi vous verrez une mise en scène du courage civique ou vous vous laisserez charmer par la chorale «Give Peace a Chance». Une production de rap de nos jeunes courageux fait, elle aussi, partie du programme du spectacle donné de 15 à 19 heures sur cette scène. Vous trouverez un programme détaillé de la journée au stand d'information dans le foyer du Kursaal. Ou vous prêterez l'oreille aux informations données par haut-parleurs dans la rue. Laissez-vous gâter par les nom-

breuses associations et restaurants qui, par leur cuisine internationale, servent notre cause.

Mesdames, Messieurs, je suis fier que l'Année Dunant commence enfin. Fier des projets formidables et du travail effectué par ses exécutants. L'Année Dunant ne consiste pas en grands effets médiatiques, mais en projets et activités orientés essentiellement vers la durabilité. Ainsi, l'année prochaine et l'année suivante, il y aura des sorties de classes à destination de Heiden selon le programme fondé sur certaines valeurs. Le *Camp international des jeunes pour l'humanité et la paix* est un projet réalisé pour et par des jeunes du monde entier. Le kidscross pourra avoir lieu chaque année et également à d'autres endroits. Nous allons développer ces prochaines années la «plate-forme de formation» interactive [www.dunantwissen.ch](http://www.dunantwissen.ch). Nous allons faire cadeau à d'autres régions ou pays de trois des quatre tables destinées à des pourparlers de paix privés. Des négociations

sont déjà en cours avec Berlin pour une des tables.

Chers habitants et habitantes de Heiden, chers invités, réjouissez-vous que les valeurs d'humanité, de solidarité et de courage civique jouent encore un rôle important au sein de notre société grâce à Henry Dunant. Là-dessus, je déclare ouverte l'année Dunant 2010.

Nous sommes fiers que le projet d'Année Dunant ait été intégré au programme gouvernemental du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures. Notre gouvernement cantonal montre ainsi qu'il soutient les idéaux de l'Année Dunant, ce qui a ouvert certaines portes à nos objectifs et à nos projets. Un grand merci pour ce soutien. Je donne maintenant la parole à Monsieur Jakob Brunnschweiler, président de notre gouvernement, qui s'appelle Landammann chez nous, et qui est élu pour ces fonctions directement par le peuple. Je vous prie, M. Brunnschweiler, de monter sur la scène avec le Landweibel.

## Répondre dans le monde les pensées de l'humanité et de la paix

Mot de bienvenue du Président du Conseil d'Etat Jakob Brunnschweiler (Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures) à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'année Dunant 2010, le samedi 8 mai 2010

Monsieur Kellenberger  
Messieurs les Conseillers d'Etat des  
Rhodes-Extérieures et -Intérieures  
Monsieur le Président du Grand Conseil  
Monsieur le Président de la commune de  
Heiden  
Mesdames et Messieurs  
Chers invités

Je vous salue également chaleureusement pour la cérémonie d'ouverture de l'Année Dunant 2010 ici à Heiden. Je me réjouis spécialement de transmettre, en tant que Président du Conseil d'Etat, les salutations de bienvenue du gouvernement d'Appenzell Rhodes-Extérieures.

Le Grand Conseil soutient avec conviction les activités en l'honneur d'Henry Dunant dans le cadre du programme gouvernemental de 2007 à 2011. Car elles répandent la pensée de l'humanité et de la paix au niveau du canton, de la Suisse – et du monde.

Mesdames et Messieurs, je pense que vous êtes d'accord avec moi: L'humanité et la paix commencent au niveau local, en petit, chez soi-même, dans les familles, dans le cercle d'amis. Ainsi, nous sommes convaincus en tant que gouvernement qu'une transmission adéquate de pensées visionnaires et d'actes humanitaires peut avoir un développement positif sur la société; notamment aussi sur les élèves et les adolescents. Dunant en tant que modèle: c'est le message de cette année commémorative.

Henry Dunant avait un esprit dur et visionnaire et un cœur tendre – et le courage d'agir selon la vérité et la justice. Les idéaux de Dunant tels que l'humanité, la solidarité et le courage civil étaient excellents. Dunant était une personnalité. Malheureusement ces idéaux – l'humanité, l'esprit communautaire et le courage – apparaissent de moins en moins dans la société actuelle.

Je pense en particulier aussi aux prétendus dirigeants des sociétés mondialisées. Avec leur attitude souvent sans scrupule, leurs agissements solitaires et leur indifférence face à la société et aux économies nationales, ils s'attirent davantage qu'une simple image réputation, car celle-ci est encore dépréciée par des récits d'enrichissements personnels, des boni et des exploitations de privilèges. Or ces débats nous accompagneront aussi à l'avenir. Nous devons vivre avec – mais nous devons toutefois veiller à ce que l'ensemble de notre vie sociale ne soit pas dans tous les domaines toujours plus imprégné par des modèles de rentabilité et d'efficacité.

Car les termes de «bilan», «capital», «rendement» et «ressource» ne doivent pas faire partie de tous les domaines de la vie. Sinon, on commencera même à compter au sein

des familles, des couples et avec les enfants: Combien cela me coûte-t-il, combien cela me rapporte-t-il?

Je pense que si nous formons tous les domaines de la vie selon des lois économiques, nous aboutissons à une voie sans issue. De ce fait, nous manquons des choses essentielles dans la vie. Prenons l'exemple de l'école: L'école n'est pas une entreprise. Pas même les Hautes Ecoles! La formation, c'est davantage que le simple apprentissage à fonctionner et la transmission de savoir. La formation doit aider les jeunes gens à réus-



L'orchestre de tympanons de l'Ecole de musique de l'Appenzeller Vorland.  
«Nous devons toutefois veiller à ce que l'ensemble de notre vie sociale ne soit pas dans tous les domaines toujours plus imprégné par des modèles de rentabilité et d'efficacité.»  
Président du Conseil d'Etat Jakob Brunnschweiler. (photo uk)

sir dans leur métier, mais avant tout elle doit aider les gens à se développer eux-mêmes, à s'épanouir et à prendre leurs propres responsabilités.

Ou bien l'exemple de l'hôpital: Un hôpital n'est pas une machine de santé. On doit aider toutes les personnes qui sont malades ou accidentées, les personnes âgées comme les jeunes. Guérir et soigner signifie plus que ce qu'on peut exprimer selon des normes de soins rigides. Il faut du temps et de l'humanité.

La famille non plus n'est pas une entreprise. La famille signifie le chez-soi. La famille signifie aussi patrie et sécurité. Dans la famille, on prend du temps l'un pour l'autre, les familles vivent de l'échange et des fêtes, des entretiens et de la compréhension – et du pardon.

Mesdames et Messieurs: Une société vit de la flexibilité, de l'entreprise osée, de la curiosité et de l'ouverture! Mais elle vit aussi de la fidélité, de la fiabilité et de l'obligation mutuelle, de la solidarité, de l'engagement, des valeurs communes et du dévouement. C'est de là que part le courant de chaleur qui nous fait vivre.

C'est pourquoi, je pense que l'orientation vers les valeurs humanitaires et la motivation humaniste doivent de nouveau reprendre une place centrale dans la pensée et l'action. Car l'humanité menace toujours plus d'être repoussée en marge – ou vers des professions de foi relevant de la rhétorique. Dans une société où la concurrence est toujours plus pointue – avant tout dans les domaines de la profession et de la formation – un retour à l'humanité est nécessaire.

Je remercie très sincèrement tous ceux qui se sont engagés pour cette fête commémorative et l'année Dunant; avant tout, je remercie Norbert Näf, le président de la commune de Heiden. Je me réjouis maintenant d'entendre l'allocation du président du CICR, M. Jakob Kellenberger.

Je vous souhaite à tous une belle cérémonie d'ouverture et vous présente mes meilleurs vœux. Merci beaucoup.

## La conviction humanitaire est un héritage des temps d'Henry Dunant

Discours de Jakob Kellenberger, Président du CICR, lors de l'ouverture le 8 mai 2010 de l'année Dunant à Heiden

Entre 1859 et 1864, des choses extraordinaires se sont passées en peu de temps. En juin 1859, Henry Dunant se trouvait en Italie du Nord avec l'intention de rencontrer Napoléon III pour des affaires professionnelles. Il ne devait pas le rencontrer. Arrivé à Castiglione le soir du 24 juin, il est devenu témoin d'une souffrance humaine énorme, suite à l'une des batailles les plus sanglantes depuis Waterloo. Le 24 juin a eu lieu la bataille de Solferino, entre les troupes franco-sardes et les troupes autrichiennes. Cette bataille, dans le cadre du combat pour l'unité italienne, a causé la mort

du comportement mesuré et humain de cet homme. En se rappelant l'histoire, on souhaiterait bien sûr d'abord que les guerres n'aient pas eu lieu et si elles s'avéraient inévitables, que les chefs responsables aient été des hommes de sa conviction. La conférence internationale qui s'est réunie du 26 au 29 octobre 1863 à Genève décida dans une résolution «de créer dans chaque pays un Comité dont le mandat consiste à concourir en temps de guerre, s'il y a lieu, par tous les moyens en son pouvoir, au service de santé des armées.» (art. 1) Déjà en périodes de paix, les comités devront se préparer pour «se rendre véritablement utiles en temps de guerre.» (art. 4) Ils portent dans tous les pays, comme signe distinctif uniforme, un brassard blanc avec une croix rouge. (art. 8) Une proposition centrale de Dunant est déjà réalisée. En date du 12 novembre 1863, le «Württembergische Sanitätsverein», issu de l'association de bienfaisance de Württemberg est considéré comme la première société nationale de la Croix-Rouge. Avec la demande de la neutralisation des ambulances et des secouristes, c'est-à-dire de les exclure d'actions de guerre, le pont vers la conférence diplomatique, ouverte le 8 août 1864 sur invitation du Conseil fédéral suisse, est jeté.

A l'ouverture, Dufour a précisé l'objectif de la conférence: «Nous ne voulons qu'une chose: la neutralisation des ambulances et du personnel sanitaire entre les belligérants.» La conférence a pris fin le 22 août avec la signature par 12 pays de la première Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne. La neutralisation des services sanitaires, de leurs installations et avec cela des soldats blessés et malades sous leur protection sont au centre de la convention. Le premier alinéa de l'article 1 est le suivant: «Les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés.» Le personnel des

de 6000 hommes et a fait 40000 blessés. Elle ne restera malheureusement pas la bataille la plus sanglante de l'histoire de l'Europe.

En 1862, Henry Dunant a publié «Un souvenir de Solferino». Au centre de cette



Le président du CICR Jakob Kellenberger lors de son discours à Heiden. (photo mad)

publication, il a décrit la souffrance de milliers de militaires grièvement blessés dont personnes ne s'est occupé. La lecture de ce récit bouleversera encore aujourd'hui beaucoup de lecteurs. La Société d'intérêt public de Genève, présidée par le président ultérieur du CICR Gustav Moynier, donna l'ordre à un «comité des cinq» d'examiner les propositions contenues dans les Souvenirs. Les membres étaient Henry Dufour, Gustav Moynier, Louis Appia, Théodore Maunoier et Henry Dunant. La première réunion de ce comité du 17 février 1863 passe pour être la date de fondation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Son premier président a été Guillaume-Henri Dufour, dont l'ordre du jour à l'armée de la Confédération dans la courte guerre contre les cantons du Sonderbund a été un exemple impressionnant

hôpitaux militaires devra également participer au «bénéfice de la neutralité» (art. 2). Ce qui est important également pour le futur développement du droit international humanitaire, c'est l'article 6 qui nous semble aujourd'hui évident: «Les militaires blessés ou malades seront recueillis et soignés, à quelque nation qu'ils appartiennent.»

Une autre requête centrale de Dunant est ancrée dans un accord du droit international humanitaire.

Le CICR encore jeune et petit n'a pourtant pas attendu cette convention pour être déjà actif sur les champs de bataille. En mars 1864, il a envoyé ses deux premiers délégués dans une région en guerre. Il s'agissait de la guerre entre les troupes prusso-autrichiennes

Suite page 8

### Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier  
Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51  
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch  
CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen  
Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €  
ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



### «La conviction humanitaire est ...»

suite de la page 7

et les troupes danoises autour du Schleswig-Holstein. *Louis Appia*, médecin militaire expérimenté, s'est rendu du côté prusso-autrichien, le caporal hollandais *Charles Van de Velde* du côté danois.

Leur mission: garantir le respect des principes de la conférence de 1863. Dans la biographie de *Corinne Chaponnière*, la mission est décrite de manière suivante: «faire une enquête sur les ambulances volontaires et agir au besoin». Le docteur Appia aura été le premier délégué du CICR à avoir porté un brassard blanc avec la croix rouge dans une région de conflit.

«Agir au besoin!» une bonne entrée en matière pour dire quelques mots sur cet homme qui est à l'origine de la plus importante idée réalisée lors des deux conférences: la création de sociétés d'aide nationales et la neutralisation des ambulances et des secouristes. Henry Dunant avait agi spontanément, aidant d'abord les blessés, organisant de l'aide, sans pour autant avoir été préparé à la misère humaine qui l'attendait à son arrivée à Castiglione.

Il a agi en écrivant «Un souvenir de Solferino» où il a fait des propositions. L'effet de cette brochure a été extraordinaire et témoigne du pouvoir d'un langage saisissant au service d'émotions fortes et vraies. L'effet était extraordinaire parce que le Genevois était doué d'une grande capacité de tisser des réseaux et il était un propagandiste infatigable pour la bonne cause. La manière dont il a su gagner à Berlin en septembre 1863 les dirigeants prussiens et en avril 1864 les dirigeants français est vraiment impressionnante. Il me semble qu'il avait une intuition très fine pour ce qui à son époque était possible avec un engagement maximal mais aussi pour ce qui se dessinait vaguement pour un avenir lointain.

Henry Dunant était une personnalité polyvalente, comme le montre la biographie de *Corinne Chaponnière*, parue récemment. Mais avant tout c'était un être humain avec une volonté inflexible quant à la réalisation des ses idées pour le bien-être d'innombrables êtres humains – jusqu'à nos jours. Il était doué d'une intuition qui voyait loin mais plus encore sentait venir les choses. Celui qui se rappelle l'histoire européenne de la première moitié du dernier siècle comprendra ses préférences pacifiques. Un de ses projets était aussi une convention pour améliorer le sort des prisonniers de guerre. Une conférence qui eut lieu en 1874 à Bruxelles est cependant restée sans résultats. Il faudra attendre l'année 1929 jusqu'à ce qu'une telle convention voie le jour. Elle fonda cependant seulement un droit humanitaire d'initiative assuré par une convention, mais pas encore le droit d'accès. Mais pendant l'hiver de guerre de 1914/15, des délégués du CICR ont déjà visité pour la première fois des prisonniers de guerre. «Agir au besoin!»

Henry Dunant était l'un des membres fondateurs du CICR, qu'il a servi comme secrétaire jusqu'en 1867, l'année de sa démission forcée à cause de ses affaires malheureuses en Algérie. Il a considéré le CICR en premier lieu comme une plateforme pour la diffusion de ses idées et pour la création de sociétés d'aide nationales, son idée préférée. Sa satisfaction serait certainement grande aujourd'hui en constatant que le mouvement des Croix-Rouges et des Croissants-Rouges est devenu le réseau humanitaire le plus étendu. Les sociétés nationales jouent un rôle humanitaire et social important dans beaucoup de pays. La Croix-Rouge suisse en est un bon exemple. Certaines sociétés sont actives aussi au-delà des frontières. Mais il ne s'imaginait certainement pas que le CICR, à l'origine du mouvement et des Conventions de Genève, sera une des plus grandes organisations humanitaires internationales, actives dans les régions de guerre, avec un personnel permanent aujourd'hui de plus de 12 000 employés, et pour cette année – et l'on est seulement en mai – des dépenses planifiées de plus de 1,2 milliards de francs suisses et 230 représentations dans le monde entier. Ce fut la réalité de la guerre – et la nécessité d'un acteur humanitaire neutre indépendant de tous les Etats, avec la capacité



«Grâce à Henry Dunant, les valeurs de l'humanité, de la solidarité et du courage civique ont toujours un rôle important dans notre société.» Norbert Näf, président de la commune de Heiden. (photo uk)



«L'école n'est pas une entreprise. Pas même les Hautes Ecoles! La formation, c'est davantage que le simple apprentissage à fonctionner et la transmission de savoir. La formation doit aider les jeunes gens à réussir dans leur métier, mais avant tout elle doit aider les gens à se développer eux-mêmes, à s'épanouir et à prendre leurs propres responsabilités.» Président du Conseil d'Etat Jakob Brunnschweiler. (photo © ICRC/Ch.-V. Magendo)

augmentant au cours des années de conduire des actions de protection et d'aide toujours sous forte pression temporelle et conditions de sécurité précaires – qui conduisit à ce développement.

Etre toujours prêt à l'action, orienté uniquement vers les besoins urgents avec un engagement inébranlable pour le respect du

droit international humanitaire, avoir une définition claire des notions et un développement orienté selon les exigences du temps, tout cela aurait certainement trouvé son apogée.

S'ajoutant aux 10 articles de la Première Convention de Genève, plus de 600 articles des quatre conventions de Genève et des trois

protocoles additifs ont été créés depuis lors. Et cela ne représente que le noyau du droit international humanitaire. La Convention la plus récente, dont le CICR a largement participé à sa réalisation, entrera en vigueur le 1 août prochain: il s'agit de la Convention sur les armes à sous-munition.

D'autres que moi, lors de cette cérémonie d'ouverture, énonceront de manière plus détaillée l'importance de Heiden dans la vie d'Henry Dunant. Henry Dunant qui a quitté pour toujours sa ville natale de Genève à l'âge de 39 ans, a vécu une vie difficile et pleine de changements. Cet homme de plus en plus solitaire, se sentant traqué, craignant pour l'œuvre de sa vie, a cependant toujours trouvé des gens qui l'ont soutenu en des périodes pénibles et qui l'ont respecté: à Strasbourg, à Stuttgart et voilà, à Heiden où il a passé plus d'un quart de sa vie. A Heiden, muni d'une centrale téléphonique fonctionnant bien, il a reçu en 1901 la nouvelle pour lui si importante de l'attribution du prix Nobel de la paix, par ensemble avec le pacifiste français *Frédéric Passy*. Depuis Heiden, Saint-Gall et Stuttgart s'est ensuivie sa réhabilitation comme fondateur de la Croix-Rouge. En août 1895, l'article paru dans le journal «Über Land und Meer» à Stuttgart, du journaliste saint gallois *Georg Baumberger* et l'histoire de la création de la Croix-Rouge et de la Convention de Genève, parue à Stuttgart en 1897, tinrent un rôle important dans ce déroulement. L'auteur, *Rudolf Müller* avait fait la connaissance d'Henry Dunant déjà en 1877 comme étudiant.

Les formes de violence lors de conflits armés et d'autres formes ont changé fondamentalement depuis la mort d'Henry Dunant. Ce ne sont plus les conflits armés entre Etats qui sont au premier plan, mais d'autres conflits non-internationaux.

L'asymétrie entre les parties en conflit a augmenté. Le besoin de développement du droit international humanitaire se concentre aujourd'hui, si l'on exclut le domaine des armes et les processus de contrôle, sur les conflits armés non-internationaux. Les règles pour la protection de la population civile et sur la direction des hostilités sont au premier plan. La violence en dehors du domaine d'application du droit international humanitaire augmente et avec elle les conséquences humanitaires. L'importance de l'application des droits de l'homme internationaux en temps de guerre et de paix a augmenté en conséquence aussi pour les situations de violence. Ce qui est d'autant plus lourd, ce sont les possibilités de suspension et le fait que d'après l'opinion prévalente des experts, les conflits armés non étatiques n'engagent pas les parties impliquées, contrairement au droit international humanitaire.

La violence dans les villes génère aujourd'hui plus de morts par an que la plupart des conflits en cours. Le milieu des victimes des conflits armés comprend cependant bien plus que les morts et les blessés. Ce milieu englobe aussi, suite au conflit, les expatriés et les réfugiés, des êtres humains qui ont perdu leur bases de vie, des familles qui ne trouvent plus leurs proches, des familles déchirées par les conflits, des êtres humains qui ont perdu leur liberté dans le cadre du conflit.

Les conflits armés et d'autres situations de violence ne sont de loin pas les seules causes de crises humanitaires. Des catastrophes naturelles, des épidémies ont même été plus importantes ces derniers temps pour des raisons compréhensibles. Les conséquences humanitaires des conflits armés restent cependant importantes, mais il ne faut pas pour autant se croire en sécurité en raison de la diminution réjouissante des dits conflits armés et de leur intensité souvent moins grande. Parmi les courants importants les plus agilement discutés, il y a ceux qui portent en eux-mêmes l'aggravation des inégalités, génératrices d'émeutes ou de conflits armés.

Ce que l'avenir peut nous réserver d'à peine imaginable au présent, en bien comme en mal, nous ne l'augurons pas seulement en scrutant les décennies passées. Une conscience humanitaire, accompagnée de la volonté ferme d'agir, est aujourd'hui aussi importante qu'à l'époque d'Henry Dunant. Je trouve que Heiden fête cette année Dunant d'une façon remarquable.

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich